

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1971

DE L'IMPÉRIALISME DU PAUVRE

Branle-bas de combat dans le Delta du Gange où les armées pakistanaise et indienne commencent à se livrer de véritables batailles rangées (1).

La cause de ce face à face belliqueux ? Le Bengale où, en quelques mois, une série d'évènements ont bouleversé la situation politique, sociale et économique.

A l'origine, les élections générales pakistanaises de décembre 1970 qui, au Bengale, se traduisent par une nette victoire de la Ligue Awami dirigée par le Cheik Mujibur Rahman et composée d'éléments de la bourgeoisie locale. Ce mouvement réclame l'autonomie pour le Bengale. L'opposition des points de vue entre le pouvoir central et les dirigeants bengalis rend impossible tout compromis sur la modification de la constitution. Le ton monte, les positions se raidissent, les incidents éclatent. Le 24 mars, premier choc sanglant entre l'armée et des manifestants. Mujibur Rahman riposte en appelant à la grève générale le 25 et proclame le 26 l'indépendance de la République populaire de Bangla Desh. Cette décision reste un vœu pieux car aucun pays ne reconnaît le nouvel état que les troupes pakistanaises transforment du reste rapidement en territoire conquis.

C'est le début d'un conflit dont la véritable cause réside dans les rapports qui ont existé depuis la naissance du Pakistan en 1947 entre l'Ouest et l'Est du pays.

(1) au 23 novembre.

L'indépendance n'a en effet pas mis fin, sur le plan économique, à la situation de colonisé que le Bengale connaissait depuis l'installation des Anglais. A ceux-ci ont succédé les Pakistanais de l'Ouest. Et si le Bengale fait partie aujourd'hui de l'une des huit régions les plus pauvres du monde, il le doit en grande partie à cet état de colonisé.

Territoire déjà particulièrement défavorisé par sa surpopulation, le manque de cadres tant économiques qu'administratifs, la rareté de ses industries et l'importance des calamités naturelles, le Bengale a vu son sous-développement renforcé par la politique des responsables pakistanais.

Tous les leviers de commande, économiques et politiques, étant entre les mains de la bourgeoisie pakistanaise occidentale, celle-ci a tout simplement fait payer le développement économique de l'Ouest par l'Est.

Les principales mesures prises ont contribué à la réalisation de cet objectif :

- d'abord la suppression du trafic commercial du Bengale oriental avec son débouché naturel, le Bengale occidental faisant partie de l'Union Indienne ;
- obligation pour le Bengale d'acheter les produits manufacturés du Pakistan occidental, dont les prix sont supérieurs aux prix mondiaux ;
- utilisation des devises procurées par l'exportation des matières premières de l'Est (essentiellement le jute) en faveur de l'industrialisation et de l'équipement (notamment la construction de barrages) de l'Ouest - où les investissements privés ont été trois fois plus importants qu'à l'Est de 1965 à 1970 ;
- enfin consécration de l'essentiel ^{de l'} aide étrangère au développement économique de l'Ouest.

Résultat, entre 1950 et 1960, apparition d'une disparité de 20 % du revenu par tête en faveur de l'Ouest, décalage qui, dix ans plus tard, atteignait 47 %, le revenu individuel et annuel à l'Est étant en 1970 de l'ordre de 400 F !

Telle était la situation dans laquelle se trouvait, 23 ans après le départ des grands propriétaires indiens, la population bengalie essentiellement composée de paysans. Ceux-ci avaient fait les frais du développement du capital du Pakistan occidental, y contribuant bien malgré eux. D'où l'explosion qui vient de se produire et qui a immédiatement eu d'importantes conséquences sur le plan des rapports entre l'Inde et le Pakistan.

La tension s'est très rapidement accrue entre ces deux pays qui n'en sont plus à leur premier affrontement : c'est à une partition sanglante qu'a aussitôt abouti l'avènement de l'indépendance dans les anciens territoires de l'Empire des Indes en 1947, et en 1965 les deux armées ont eu l'occasion d'en découdre sur les champs de bataille.

Or la crise bengalaise renforce cette hostilité préexistante. D'une part, elle a provoqué l'afflux en Inde de quelque dix millions de réfugiés fuyant les massacres auxquels se livre l'armée pakistanaise et une situation de famine ; il en résulte pour l'Inde une charge financière énorme qui représente 16 % de son budget de fonctionnement alors même qu'en temps ^{normal} ce pays n'est pas en mesure de soustraire une partie de sa population à ^{une} famine chronique.

Mais d'autre part la lutte des Bengalis permet à l'Inde d'envisager l'accession du Bengale oriental à l'indépendance. Un tel fait du point de vue indien le double avantage d'affaiblir le rival pakistanais, tout en faisant pénétrer dans son orbite économique ce nouvel Etat.

De ce fait l'éventualité d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan se précise. Les facteurs favorables à la naissance d'un tel conflit sont en effet multiples et puissants.

Pour le Pakistan, il n'est pas question d'accepter l'indépendance du Bengale, ce qui signifierait tout à la fois la perte d'importantes ressources alimentaires et de devises, et la disparition d'un marché protégé pour l'écoulement des produits industriels de l'Ouest. Autre conséquence possible : l'indépendance du Bengale renforcerait les tendances sécessionnistes de certaines provinces de l'Ouest.

Mais la révolte de la paysannerie bengalaise a provoqué une dangereuse dégradation de la situation. Certes la bourgeoisie ne doit pas être mécontente d'être débarrassée, du moins provisoirement, d'une dizaine de millions de bouches à nourrir. Seulement les effets négatifs du conflit se font ^{pays} durement sentir. D'une part l'aide économique et militaire des Etats-Unis et des occidentaux est compromise ; d'autre part si l'armée occupe le pays où elle fait régner un régime de terreur, la guérilla, bien que limitée, est une réalité qui contribue déjà à accroître le désordre économique engendré par l'émigration et le manque d'ardeur manifeste des travailleurs qui sont restés ; attentats, coups de main et sabotages perturbent en effet la production et les transports. Résultat : à l'heure actuelle les usines de jute manufacturé tournent à moins de 50 % de leur capacité de production et les exportations de jute sont tombées au tiers de leur niveau antérieur.

Or, l'activité des guérilleros risque de s'accroître, d'autant plus qu'elle bénéficie du soutien de l'Inde. Il faut donc faire vite et envisager une guerre avec ce pays qui est le principal soutien des Bengalis. Une victoire permettrait en outre d'acquérir certains territoires convoités.

Le conflit armé est également une solution à laquelle les capitalistes indiens songent sérieusement. La bourgeoisie indienne ne serait pas mécontente de remporter un succès militaire sur sa rivale pakistanaise qui, depuis une dizaine d'années, s'est montrée beaucoup plus apte qu'elle à assurer le développement du capital.

...

A cet égard, quelques chiffres sont significatifs : l'augmentation du produit intérieur brut par tête et à prix constants a été de 0,7 % en Inde et de 3,4 % au Pakistan entre 1960 et 1968. Entre 1960 et 1970, les augmentations respectives du produit intérieur brut global ont été de 3,2 et de 6,1 %. Or, durant la même période, l'effort consenti par les capitalistes indiens (en matière d'épargne et investissement notamment) a été supérieur à celui des capitalistes pakistanais. Ces derniers ont donc fait preuve d'une efficacité nettement plus grande, l'augmentation de la productivité étant au Pakistan à peu près le double de ce qu'elle est en Inde.

Cette comparaison illustre les difficultés qu'éprouve la classe dominante indienne à assurer une croissance satisfaisante du capital, faute d'avoir pu résoudre un certain nombre de problèmes liés au sous-développement. Et la situation, loin de s'améliorer, a plutôt tendance à se détériorer, à en juger notamment par les difficultés que rencontrent les responsables d'une des principales aciéries, celle de Durgapur (dont le développement est compromis tant par des erreurs de gestion que par la lutte des travailleurs).

Or, si la question du Bengale n'est pas réglée rapidement, le pire est à craindre à l'intérieur même de l'Inde. La présence de millions de réfugiés ne peut que rendre plus aigus les problèmes sociaux et économiques actuels.

En outre, étant donné la faiblesse quantitative et qualitative de la bourgeoisie bengalie qui actuellement dirige le mouvement bengali pour l'indépendance, la prolongation de la guérilla entraînera probablement son remplacement par une bureaucratie favorable à l'instauration d'un capitalisme d'état dans un Bengale indépendant. La bourgeoisie indienne perdrait ainsi un allié et trouverait en face d'elle un régime dont l'exemple pourrait favoriser en Inde même des expériences des plus inquiétantes pour son sort en tant que classe dirigeante.

D'où la tentation, également du côté indien, de faire vite et de chercher à obtenir une victoire militaire sur le Pakistan, si celui-ci continue à refuser l'indépendance du Bengale.

Or, dans les circonstances actuelles, tant l'Inde que le Pakistan, disposent d'une certaine liberté de manoeuvre sur le plan international, les interférences étrangères s'annulant : les pays occidentaux ont des intérêts des deux côtés, la Chine se trouve derrière le Pakistan et l'U R S S épaulé l'Inde. Les "grands" pourraient donc laisser faire, du moins dans un premier temps.

Ainsi, la question du Bengale, outre qu'elle souligne l'importance des problèmes du sous-continent indien dont elle renforce du reste les caractères explosifs, met en valeur la véritable nature des rapports économiques et sociaux existant au sein des pays du Tiers-Monde.

Voici en effet deux pays sous développés. L'un d'eux se comporte à l'égard d'un de ses propres territoires en état colonialiste de la plus pure veine ; d'autre part, tous deux envisagent sérieusement la guerre comme la seule solution à leurs problèmes, tout comme le feraient deux états développés.

Attitudes au demeurant logiques car le sous-développement ne procure pas aux territoires politiquement indépendants du Tiers-Monde de mystérieuses vertus leur permettant de s'affranchir, on ne sait par quel miracle, des structures capitalistes.

Tous ces pays sont capitalistes, les uns ayant opté pour le modèle bourgeois, les autres pour la variante bureaucratique.

Dans le cas présent, des deux côtés, c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir. C'est donc à elle qu'il revient de réaliser une accumulation du capital. Tâche difficile lorsque, comme c'est le cas de l'Inde, le sous-développement par son ampleur pose des problèmes que la bureaucratie semble plus apte à régler.

Pour la bourgeoisie indienne, qui n'a pas pu opérer certaines réformes structurelles, notamment dans le domaine agraire, l'heure des échéances semble approcher. A cet égard l'exemple de Ceylan est significatif.

Dans un tel contexte, la révolte du Bengale peut inaugurer une série de fortes convulsions, qu'elle conduise ou non à une guerre déclarée avec le Pakistan.

... AU STALINISME DU PAUVRE

Ceux qui ont lu "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" savent que si les tragédies historiques se répètent, c'est généralement sous forme de farce. Nous assistons actuellement à une de ces répétitions : à la tragédie du stalinisme répond la farce du maofisme, à la sagesse séminariste de Staline les apologues confucéens de Mao-Tsé-Tung, aux purges sanglantes la comédie de la "révolution culturelle", aux partis de masse de la 3ème Internationale les groupuscules fissipares qui couvrent leur néant politique du nom de Mao. Et de même que le "Dieu des Ténèbres" semblait prendre un malin plaisir à infliger les pires avanies à ses adorateurs, son successeur au petit pied commence à faire déguster aux siens des couleuvres qui doivent être un régal pour le gastronome chinois.

Autrefois, l'alliance militaire avec les impérialistes anglo-français, puis le pacte germano-soviétique ; aujourd'hui, le ping-pong de la coexistence pacifique avec les cannibales américains et l'entrée triomphale à l'O. N. U., en attendant la visite de NIXON. Le tigre impérialiste avait beau être en papier, il n'en est pas moins remarquable de le voir ronronner sous les guili-guili du sage Mao, alors même que les bombes continuent à voler d'un bout à l'autre de l'Indochine.

On pourrait être tenté d'expliquer le soudain réchauffement des relations sino-américaines par la commune anxiété des dirigeants capitalistes de l'Est et de l'Ouest devant la montée des luttes ouvrières dans les centres principaux de la société capitaliste. Mais l'expérience historique montre au contraire que les capitalistes cherchent volontiers à se débarrasser sur le dos de leurs collègues des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs rapports avec le prolétariat.

La communauté d'intérêts entre capitalistes se manifeste en fait de manière plus immédiate dans le développement des relations commerciales par delà les oppositions idéologiques et militaires. Ce n'est pas un hasard si le folklore pongiste s'est accompagné de mesures beaucoup plus concrètes tendant à développer les échanges entre la Chine et les Etats-Unis. Si la crise larvée qui secoue le capitalisme privé commande la recherche de nouveaux débouchés, les difficultés croissantes auxquelles se heurte le capitalisme d'Etat le poussent à chercher une issue dans une intégration plus poussée au marché mondial. De part et d'autre il s'agit de remédier à l'insuffisance de la plus-value en rationalisant sa circulation et en facilitant son extraction ; chacun ayant en outre l'espoir d'arrondir sa part au détriment du partenaire.

La voie de la "coexistence pacifique" avait été de longue date frayée par le capital d'Etat soviétique. Si le capital chinois ne s'y était pas engagé plus tôt, cela correspond à son arriération relative (1). Ce facteur n'étant pas destiné à une prompt disparition, on peut s'attendre que l'intégration de la Chine au marché mondial reste encore longtemps inférieure à celle de l'U. R. S. S., et que parallèlement les discours provenant de Pékin soient plus virulents que ceux qui sont prononcés à Moscou (la virulence dans l'un et l'autre cas restant essentiellement verbale).

La pilule n'en est pas moins amère pour ceux qui, déçus par la variante russe du capitalisme d'Etat, avaient reporté leurs espoirs sur la variante chinoise. Cependant, il serait naïf de croire que l'évolution amorcée à Pékin suffira pour ouvrir les yeux aux adeptes français du maoïsme. Après tout, l'évolution encore plus nette de l'U. R. S. S. n'a pas encore eu raison de l'aveuglement de ceux qui s'obstinent à y voir la "patrie du socialisme".

...

(1) Les problèmes particuliers du capitalisme d'Etat chinois ont été analysés dans Lutte de Classe de mars/avril 1969.

C'est que des tendances telles que le stalinisme ou le maofisme ne tirent pas en fait leur raison d'être de ce qui se passe en U. R. S. S. ou en Chine, mais de certains aspects du capitalisme dans les pays où ils se développent. Si dans l'entre-deux guerres le stalinisme a été un mouvement de masse en Allemagne et en France, mais non en Angleterre ni aux Etats-Unis, si après la guerre il s'est développé en Italie, mais écroulé en Allemagne, cela ne peut certes s'expliquer par des événements survenus à Moscou, mais uniquement par la situation locale. Dans chaque cas le développement d'une tendance stalinienne au sein de la bureaucratie politico-syndicale répondait à l'affaiblissement de la bourgeoisie, incapable d'assurer l'accumulation du capital dans des conditions satisfaisantes. Le capitalisme d'Etat apparaissant alors comme une solution aux contradictions du capitalisme privé, la bureaucratie stalinienne exprimait la tendance du capitalisme à survivre, au besoin en dévorant ses représentants traditionnels. Depuis 25 ans, toutefois, la bourgeoisie a de nouveau fait la preuve de ses capacités en matière d'accumulation, et la référence à l'U. R. S. S. ne sert plus que de ciment affectif dans les organisations staliniennes, qui ont recueilli l'héritage de la collaboration de classe échappé des mains de la social-démocratie. La crise actuelle du capitalisme privé est encore trop récente pour avoir suscité un mouvement de masse favorable au capitalisme d'Etat. Cette tendance^{ne} se maintient donc que sous la forme embryonnaire des sectes maofistes, trotskystes ou guévaristes.

Il s'en faut de beaucoup, du reste, que la crise du capitalisme privé suffise à elle seule à faire d'une tendance^{telle} que le maofisme un mouvement de masse. Il n'en serait ainsi que si le prolétariat se montrait inapte à imposer sa propre solution à la crise, en renversant les rapports de production capitalistes.

C'est ici qu'intervient la responsabilité personnelle du militant maofiste, qui pour être très limitée n'en est pas moins réelle. En effet, dans la mesure où il exerce une influence quelconque sur le cours des événements, on constate que c'est pour faire obstacle à la solution prolétarienne en persuadant la classe ouvrière qu'il lui faut une direction spécialisée. Il se comporte ainsi en défenseur - involontaire peut-être mais n'importe - du capitalisme.

Or, ce qui le rend apte à jouer ce rôle peu reluisant, ce n'est pas la fatalité historique, mais son refus de toute réflexion critique, qui lui fait préférer les élucubrations de l'idéologie bureaucratique à l'analyse scientifique de la réalité. Tournant le dos au matérialisme historique, le maofiste s'obstine à chercher pour le socialisme une "patrie" géographique, au lieu de comprendre qu'il ne peut s'agir que du mouvement même par lequel le prolétariat s'affranchit des rapports de production capitalistes.

Ainsi équipé, il est prêt à basculer de l'aventurisme le plus délirant dans l'opportunisme le plus lamentable, exaltant un jour le terrorisme individuel, et le lendemain tendant la main aux "démocrates" bourgeois, dans une dérisoire imitation du Front Populaire. Triste spectacle, en vérité, mais dont il vaut mieux se hâter de rire en attendant que la classe ouvrière l'ait balayé avec les autres produits du capitalisme.

...

GRIÈVES EN ALSACE

Alors que - 68 mis à part - l'Alsace, depuis une vingtaine d'années, apparaissait comme une région de tout repos pour les capitalistes, on y a vu, depuis juin dernier, éclater de nombreuses grèves dures, marquées par un certain nombre de caractéristiques communes qui sont révélatrices d'une situation particulière.

Ces mouvements se sont déclenchés dans de nombreuses petites boîtes, essentiellement dans l'industrie textile. On citera, dès juin, CLARK à Strasbourg (construction mécanique, 400 ouvriers, 2 semaines 1/2 de grève), Malerspach dans le Haut-Rhin (textile, 500 ouvriers), Schirmeck dans le Bas-Rhin (textile, 300 ouvriers, majorité de femmes), Sélestat (textile, en cours de reconversion). Les grèves reprennent en Octobre-Novembre et sont particulièrement longues (3 - 4 semaines ou plus) à la filature Gluck de Mulhouse (750 ouvriers), Air Industrie à Thann (150 ouvriers) Elliott-Automation à Cernay (150 ouvriers) Rigips-France à Ottmarsheim.

Les raisons immédiates de ces conflits sont parfois d'ordre revendicatif (augmentation de 25 centimes de l'heure jugée insuffisante chez Gluck, ou revendication d'une augmentation uniforme chez Air-Industrie), mais elles peuvent aussi poser le problème des rapports avec les cadres (chez Coframaille, à Shirmeck, où les ouvrières sont particulièrement brimées par les petits chefs). A Malerspach, la grève semble même avoir eu pour cause principale le désir des travailleurs de voir au moins une fois en face leur patron invisible afin de s'expliquer un peu !

Le patronat, dans l'ensemble de ces mouvements, se montre en effet d'une intransigeance particulièrement bornée, ce qui explique pour une part la durée des grèves. Chez Gluck, par exemple, les propriétaires suisses de l'usine restent de l'autre côté de la frontière et ne veulent rien savoir, tandis que des C R S bien dé chez nous protègent de la colère des travailleurs la plus-value cristallisée sous forme d'une collection de voitures anciennes entreposée dans une usine désaffectée ; de même, la direction d'Elliott-Automation reste trois semaines sans accepter la moindre ébauche de dialogue. Précisons que tous ces patrons de choc, qui exploitent à mort les travailleurs et sont en conséquence absolument hafs, sont précisément contraints à une totale obstination : la moindre concession sérieuse remettrait en question leur existence même.

Car l'attitude du patronat liée au caractère des grèves semble correspondre à des causes plus profondes, que l'on trouverait dans une situation relativement arriérée de l'économie alsacienne : les petites boîtes sont plus ou moins semblables à celles du XIX^e Siècle, la production essentiellement traditionnelle (lainages), alors que l'ensemble de l'industrie textile connaît de grosses difficultés, et essaie plus ou moins de se reconvertir (une partie de la filature de Sélestat se voit transformée en fabrique de sièges, ce qui d'ailleurs ne suffit pas à introduire dans l'exploitation des travailleurs des méthodes plus "modernes"). Dans la conjoncture actuelle, en particulier avec la crise qui sévit en Allemagne, ces industries connaissent une perte croissante de débouchés et de possibilités d'emploi - alors même que de nombreux travailleurs frontaliers, ne trouvant plus de travail en Allemagne, viennent grossir la masse des chômeurs. Le capitalisme alsacien, dans ces conditions, malgré de sévères difficultés, reste vis-à-vis des travailleurs largement en position de force et peut se permettre de rester intraitable ; les salaires demeurent insuffisants alors même que les risques de licenciement sont de plus en plus sérieux.

Cette situation arriérée de l'industrie alsacienne permet de mieux comprendre les aspects caractéristiques de l'ensemble de ces mouvements, et la difficulté pour les travailleurs de remporter des succès : on laisse **pourrir** les grèves. Par exemple, chez Glück, après des manifestations dures, après le refus de la commission ouvrière d'accepter les propositions d'une commission de conciliation régionale, la décision de reprendre le travail est votée par 225 voix sur 333 votants (cadres et employés en majorité) **plus** de la moitié du personnel en grève n'ayant pas pris part au vote. Chez Clark, en juin, le découragement avait été du même ordre, après un travail de sape de la C G T et de bien maigres offres patronales. Ainsi se survit, en Alsace, le capitalisme de Grand-Papa.

Seulement ce capitalisme vétuste, fragmenté, commence à peser au système lui-même qui, de moins en moins, peut se permettre de laisser survivre des secteurs rétrogrades. Son intransigeance crée des possibilités de manoeuvre aussi bien aux syndicats qu'à de larges fractions de la petite bourgeoisie. Ainsi, la C F D T a pu tenter, en certains cas, de donner l'image de marque d'un syndicat en pointe, en impulsant certaines luttes, en participant à des manifestations (chez Glück, face aux C R S), en organisant le soutien financier et même en provoquant des actions de solidarité (les travailleurs de Malerspach, par exemple, qui avaient fait grève en juin, manifestent leur soutien à ceux de l'usine Glück). Rien d'étonnant à ce que leur attitude soit partagée par la petite bourgeoisie, voire les jeunes dirigeants d'entreprises, sur le thème de la "dignité" des travailleurs : le capitalisme moderne n'a-t-il pas besoin, le premier, de patrons qui au moins fassent semblant de jouer le jeu de la "participation" ?

...

Nous invitons tous ceux qui sympathisent avec nos positions à nous faire parvenir les informations qu'ils voudraient voir diffuser. Nous rappelons que "LUTTE DE CLASSE" est adressé régulièrement par la poste à tous les lecteurs qui le demandent, sans aucun engagement de leur part.

Nous n'en apprécions que davantage le soutien financier que certains d'entre eux nous accordent (envoyer de préférence, soit des timbres, soit un chèque sans nom de bénéficiaire).

Plus importante encore est l'aide à la diffusion (distribution directe ou envoi d'adresses de lecteurs éventuels.

Adresse postale uniquement :

JEAN COLIN - 75 rue Saint-Antoine
75 - PARIS (4ème)

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chefs de file, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combatifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).